

I - Les années d'Oslo, ou les faux espoirs

Israël*, largement relayé par les médias occidentaux, présente son action face au soulèvement palestinien comme une guerre défensive¹ : les Palestiniens sont des gens violents, intransigeants, fanatiques, qui rejettent les généreuses offres de paix israéliennes. Quoi qu'on leur propose, ils en veulent toujours davantage. Ce sont des maximalistes, prêts à envoyer leurs enfants à la mort pour quelques centimètres de ce qu'ils considèrent comme leur terre. Leur véritable nature est d'être des terroristes, et leur véritable objectif est de jeter tous les juifs à la mer. Comme l'a exprimé l'ancien Premier ministre Barak : « Je ne suis pas encore parvenu à entendre Arafat dire qu'il accepte de reconnaître l'existence de l'État d'Israël. » (*Haaretz*, Hana Kim, 10 novembre 2000)

Pourtant, souvenons-nous. Ce sont ces mêmes Palestiniens qui, il y a sept ans, tendaient la main à Israël pour faire la paix. Pour la plupart d'entre eux, la signature des accords d'Oslo en septembre 1993 fut un moment d'euphorie et d'optimisme. Les « Faucons » – les groupes armés de l'OLP – rendirent leurs armes et on put les voir à la télévision israélienne, parlant d'une ère nouvelle, de paix, de vie côte à côte en bons voisins. Il était souvent question de la res-

*Dans ce livre, pour éviter d'alourdir, « Israël » désigne l'appareil d'État israélien et non le pays dans son ensemble.

semblance, de la proximité entre les deux peuples. On avait vraiment l'impression qu'une page était tournée et que le passé était pardonné.

C'était là le point culminant d'un processus amorcé depuis longtemps dans la société palestinienne, partagée depuis des années en deux lignes. Selon la première, les Palestiniens ne devaient rien accepter d'autre que de récupérer la totalité de la Palestine, quitte à « jeter les juifs à la mer ». La seconde prônait une solution fondée sur la reconnaissance des droits des deux nations, sur la recherche d'un système de coexistence des deux peuples. Du point de vue des Palestiniens, accepter l'idée de deux États représentait une énorme concession, puisqu'il s'agissait d'abandonner la plus grande partie de leur territoire – la Cisjordanie et la bande de Gaza, sur lesquelles devait se former l'État palestinien, ne correspondant qu'à 22 % de la Palestine historique.

Même aux moments de la pire oppression dans les territoires occupés, la direction laïque et les institutions locales de l'OLP, les intellectuels indépendants, les militants des Droits de l'homme et les syndicats appelaient – position loin d'être populaire et qui les faisait parfois traiter de collaborateurs – au dialogue avec ceux qui luttèrent en Israël pour la paix et contre l'occupation.

Jusqu'en 1988 au moins, c'est cette seconde ligne qui l'a emporté dans la société palestinienne. En novembre 1988, moment où le premier soulèvement palestinien était à son sommet, se tenait à Alger la dix-neuvième session du Conseil national palestinien. Au cours de cette « réunion de l'Intifada », il se trouva une écrasante majorité (253 voix contre 46) pour voter des résolutions qui acceptaient sans équivoque la partition de la Palestine historique en un État palestinien et un État israélien, séparés par les limites d'avant 1967 définies par les résolutions 181, 242 et 338 des

Nations unies. Ces résolutions appelaient à un règlement pacifique du conflit et condamnaient le terrorisme sous toutes ses formes. Edward Saïd, qui participait avec enthousiasme à cette session historique, écrivait entre autres : « La plupart d'entre nous qui étions là avons grandi en tenant pour réelle (dans la vie et la mémoire) une Palestine arabe, en refusant d'accepter quoi que ce soit de plus qu'un État juif gagné à nos dépens, au prix de la perte de notre terre, de notre société et d'innombrables milliers de vies humaines. Un million et demi de nos compatriotes vivaient sous une occupation militaire brutale... Et pour la première fois les résolutions reconnaissaient implicitement un État qui ne nous offrait absolument rien.² »

Les six années de la première Intifada (1987-1993) avaient convaincu la majorité des Israéliens que l'occupation ne pouvait pas continuer. Parallèlement à la victoire de la ligne de la réconciliation du côté palestinien, beaucoup de gens pensaient pour la première fois qu'une vraie solution à deux États était possible. En Israël aussi, septembre 1993 fut un mois d'euphorie. Parmi la droite et les colons c'était la panique, tandis que le reste de la population ressentait un optimisme nouveau, inhabituel. Dans les deux mois suivant Oslo, beaucoup d'Israéliens pensaient qu'on allait démanteler les colonies, et les prix des appartements dans Israël même montèrent en flèche, dans l'expectative d'une vague de retour des colons. Dans les sondages, les deux tiers des Israéliens étaient en faveur d'Oslo.

Mais les choses ont tourné autrement. En 2000, sept ans plus tard, la situation était pire que jamais. Considérons simplement ce qui s'était passé dans la bande de Gaza, point particulièrement révélateur car sur Gaza, il existait un consensus chez les Israéliens dès avant Oslo. Un million d'habitants dans l'une des régions les plus denses et les plus pauvres du monde,

à peu près sans eau ni ressources naturelles. « Qu'avons-nous besoin de Gaza ? » était une question qu'on entendait en Israël depuis des années.

Pourtant, dans les accords d'Oslo, Israël insistait pour qu'aucune colonie de la bande de Gaza ne fût démantelée, au moins pendant la période « intérimaire » de cinq ans. Cette insistance de Rabin n'était pas due à la pression populaire. Parmi les colons habitant les implantations les plus isolées, beaucoup souhaitaient revenir et demandaient des compensations pour obtenir de nouveaux logements. Mais Rabin refusa.

Le pire était à venir. Au cours des négociations de Taba, un mois après la cérémonie de la Maison Blanche, Israël présenta ses vraies cartes pour Gaza, qui laissaient sous contrôle israélien bien plus que les colonies proprement dites. Les Israéliens voulaient que les colonies soient groupées en trois blocs qui comprenaient des territoires situés entre les implantations elles-mêmes. Ces blocs, plus un abondant réseau de routes de contournement, correspondaient à plus du tiers de la surface de la bande de Gaza. Les négociateurs palestiniens oscillaient entre choc et colère. Nabil Shaath parlait d'une transformation de Gaza en fromage de gruyère. La délégation palestinienne quitta la table des négociations, la crise semblait sérieuse. (*Haaretz*, 3 novembre 1993)

Mais deux semaines plus tard, lors des pourparlers du Caire (18 novembre 1993), les négociateurs palestiniens acceptaient intégralement les propositions israéliennes. Cette première capitulation totale marque le début d'une longue série de négociations où Israël dictait et où Arafat protestait, poussait de grands cris et signait. Le mécanisme qui brise le dirigeant d'un mouvement de libération nationale pour en faire un collaborateur est long et complexe. Au moment où débutait le processus d'Oslo, le contrôle d'Arafat sur les territoires occupés – comme sur les